

# Ne pas se mêler

## Pourquoi l'intervention ne devrait pas être la politique de l'Amérique

JAMES WOOD FORSYTH JR.  
B. CHANCE SALTZMAN

**L**es guerres en Irak et en Afghanistan dominent le débat sécuritaire. Avec des milliers de vies perdues et des milliards de dollars dépensés, peu de questions méritent une plus grande attention. Pourtant, il est utile de se rappeler que ces guerres, comme toutes les guerres, auront une fin. Et lorsque ce jour viendra, les décideurs politiques feront face à une dure, quoique omise, réalité : comme George Kennan le dit si justement, la gouvernance des peuples lointains n'est pas « notre fort ». Les États-Unis devraient éviter « l'acceptation de toute responsabilité paternaliste vis-à-vis de quiconque ; et quelle qu'en soit la sorte, y compris sous la forme d'une occupation militaire ; si nous pouvons possiblement l'éviter, ou au-delà de la période strictement nécessaire ».<sup>1</sup> Plus simplement, il est possible que l'intervention ait été notre destin, mais elle ne devrait pas être notre politique.

D'un point de vue pratique, l'expérience interventionniste américaine n'a pas été une heureuse expérience. Le Guatemala, l'Iran, Cuba, et le Vietnam sont une addition de mauvais résultats, et les événements récents ont continué à alimenter cette tendance négative. Cependant, les récentes interventions des États-Unis ont quelque chose d'exceptionnel, dans le sens où elles ont réussi à camoufler une vérité fondamentale en matière de

politique internationale : dans le monde, les pires dangers proviennent des plus grandes puissances, et les moins importants des plus petites puissances. Et ne vous y trompez pas, les opérations d'intervention visant à débarrasser le monde du terrorisme sont une préoccupation à court terme. À long terme, l'équilibre de la puissance parmi les états du monde constitue le défi le plus important pour la sécurité américaine et, à cet égard, les États-Unis se trouvent dans une position précaire. Des changements économiques de grande échelle, combinés aux guerres actuelles, ont placé les États-Unis dans une position relativement plus faible qu'il y a huit ans vis-à-vis de ses rivaux. En termes économiques, les coûts ont été exorbitants, avec des estimations allant jusqu'à 3 trillions de dollars. En termes militaires, même si les États-Unis venaient à atteindre leurs objectifs de guerre, les forces américaines sont moins capables qu'en 2000.<sup>2</sup> Les déploiements continus, avec la fatigue des troupes et l'usure des équipements qu'ils supposent, ont laissé l'armée américaine dans un besoin désespéré de renouvellement. Comme la nouvelle administration l'a clairement énoncé, faire face à ces défis structurels ne sera pas tâche facile.<sup>3</sup> Mais, il est encore plus difficile d'essayer de trouver un autre exemple rivalisant ou même approchant du déclin rela-

---

James Wood Forsyth Jr., PhD. Professeur en science politique et en politique de sécurité nationale à la School of Advanced Air and Space Studies – SAASS, base aérienne de Maxwell, Alabama.

B. Chance Saltzman, lieutenant colonel, USAF. Condisciple à National Security à l'université de Harvard

tif des États-Unis, dont l'ampleur et la vitesse semblent inhabituelles.

Même si le déclin est réel, il est important de souligner que les États-Unis restent la nation la plus puissante du monde, et que les choix qu'elle fait aujourd'hui l'affecteront dans le futur. Comme le montre l'histoire récente, un changement mondial peut être soudain et peu prévisible. La fin dramatique de la guerre froide et l'effondrement consécutif de l'Union soviétique sont de durs rappels du rythme et du tempo de la vie internationale. Le sens stratégique de ces événements ne devrait pas échapper aux décideurs politiques : les grandes puissances s'élèvent lentement mais peuvent tomber très vite. Alors que les États-Unis se positionnent pour les années à venir, il est intéressant de noter que des challengers potentiels se profilent à l'horizon. Avec la population la plus nombreuse du monde et une économie prometteuse, la Chine est la puissance dominante en Asie. En Europe, il s'agit de l'Allemagne. Ces deux pays éclipseraient leurs rivaux régionaux et auraient la capacité de les dominer, s'ils décidaient de le faire. En ce qui concerne ses voisins, l'Inde est toute aussi puissante, alors que la puissance de la Russie, tout particulièrement si elle est mesurée en mégatonne, n'est égalée que par les États-Unis. Dans le monde de demain, l'Amérique pourrait bien maudire le jour où elle a choisi de faire de l'intervention sa préoccupation sécuritaire la plus pressante. La façon dont les États-Unis répondent aux pressions interventionnistes pourrait déterminer le destin de la nation.

Le débat interventionniste continuera à être alimenté par ceux qui croient que la liberté et la richesse peuvent soigner les maux du monde. Les intérêts seront également entendus de ceux qui préfèrent ne pas avoir recours à la force à moins qu'elle soit utilisée pour réparer une injustice. Il est important d'insister sur le fait que bien que la liberté soit préférable à toutes les autres options, et que la pauvreté reste un fléau pour la race humaine, ni la favorisation de la liberté ni l'abolition de la pauvreté ne pourront garantir la paix dans le monde. Les faits sont les suivants : les démocraties ont été confrontées

à de nombreuses guerres, et les plus riches tendent à combattre plus que la plupart, ce qui est une autre façon de dire que l'histoire de la politique mondiale est avant tout une histoire d'inégalité. Les décideurs politiques feraient bien d'admettre cela avant que les États-Unis se retrouvent à intervenir, en pure perte, pour réparer des injustices dans des lieux d'intérêt à travers le monde.

## Limiter la demande interventionniste

Pour limiter la demande interventionniste, plusieurs facteurs entrent en jeu. Les choix que les hommes d'état feront en matière d'ordre international ne sont pas des moindres. Les grandes puissances ont deux options pour établir et maintenir l'ordre international. Elles peuvent dominer les rivaux, ou les concilier. Si un état devait choisir de dominer les rivaux, en établissant son contingent sécuritaire sur sa capacité à surpasser tous les autres, il entrerait dans ce qui a historiquement été prouvé comme étant un mauvais jeu, dans lequel les coûts de domination sont élevés. Si un état devait choisir de concilier les rivaux, en établissant son contingent sécuritaire sur sa capacité à contrebalancer les autres, il entrerait dans ce qui a été prouvé comme étant un jeu légèrement moins mauvais, dans lequel les coûts de contrebalancement sont inférieurs. Les hommes d'état le savent, c'est pour cela que les états perspicaces recherchent la conciliation.

### *L'ordre international et les états défaillants*

Peu de problèmes menacent plus l'ordre international que les états défaillants. Cette affirmation se situe au centre du livre populaire de Thomas Barnett, *The Pentagon's New Map*. Barnett soutient que les États-Unis ne peuvent pas assurer leur sécurité au dépend des autres. Dans ce monde de plus en plus interconnecté, « notre vulnérabilité n'est pas définie par la profondeur de notre relation avec le monde extérieur, mais par l'existence même de régions qui restent hors réseau, au

ban de la société, et détachées de notre destin collectif ». <sup>4</sup> Ce sont dans ces régions que l'on trouve des états défailants. La réponse de Barnett au problème des états défailants est osée et audacieuse : servir de garde du corps pour le reste du monde. La tâche ne consiste pas à mener une guerre perpétuelle, comme certains pourraient le penser. Les États-Unis serviraient plutôt de « garde du corps de la mondialisation quand et où cela s'avèrerait nécessaire à travers le monde ». Du fait de l'énormité de la tâche et des risques encourus si les choses tournent mal, il vaudrait mieux marquer une pause et s'interroger sur les raisons de le faire.

Les états défailants sont une réalité qui n'est pas surprenante. Le nombre d'états a progressé régulièrement pendant les 50 dernières années. En 1958, les Nations Unies ont reconnu 81 nations dans le monde ; en 2008, ce chiffre était passé à 192. <sup>5</sup> En termes économiques, plus d'entreprises signifie plus de faillites – quoi de plus normal dans un monde concurrentiel. Cependant, le fait que les états soient défailants n'est pas le problème. Le problème est que les états défailants sont un non-problème requérant une trop grande attention. L'activation du Commandement des États-Unis pour l'Afrique, ou AFRICOM, est un indicateur qui démontre que les leaders américains prennent au sérieux l'appel interventionniste de Barnett. Établi en février 2008, l'AFRICOM est conçu pour résoudre les problèmes régionaux avant qu'ils ne deviennent plus graves, en partant du principe que « la paix et la stabilité sur le continent concernent non seulement les Africains, mais également les intérêts des États-Unis et de la communauté internationale ». Il y parviendra en construisant une capacité de partenariat et en faisant office de principale agence de coordination avec une implication considérable du département d'État et des autres agences concernées par l'avenir de l'Afrique. Aussi noble que cela puisse paraître, l'AFRICOM est un prolongement inutile de la puissance et des ressources américaines dans une zone du monde qui, d'un point de vue sécuritaire, n'est pas très importante.

Ce que Barnett et les fondateurs de l'AFRICOM oublient, c'est que certains états posent de graves problèmes sécuritaires, et d'autres non. Les états défailants se trouvent très loin des États-Unis. Ils ont tendance à être pauvres, avec des ressources naturelles limitées et peu, voire pas, d'amis puissants. La Somalie, le Sierra Léone, et le Soudan sont de bons exemples. Puisque la sécurité internationale est déterminée par la répartition mondiale des capacités matérielles, exprimées en termes de puissance économique et militaire, il va de soi que ceux qui s'intéressent à l'ordre international devraient se préoccuper des états qui ont la capacité de perturber la répartition des capacités matérielles. Et les états défailants ont peu de chances d'y parvenir. L'*Index 2008 des états défailants* liste 20 états extrêmement instables. <sup>6</sup> Parmi ces derniers, seulement deux, le Pakistan et la Corée du Nord, posent de graves problèmes sécuritaires. Un état défailant type a un PIB de 39 milliards de dollars, ce qui correspond à environ 1 pour cent du PIB de l'Allemagne, 10 pour cent de celui de la Norvège, et environ 50 pour cent de celui du Myanmar. Si nous devons additionner le PIB des 20 états mentionnés dans l'index, le PIB total serait légèrement supérieur à celui des Pays-Bas. <sup>7</sup>

Néanmoins, l'idée que les pays défailants constituent une menace pour l'ordre international perdure. Cela est en grande partie lié au fait que la croyance populaire assimile les états défailants au terrorisme. La logique veut que les états défailants soient liés au terrorisme parce qu'ils servent d'asile aux groupes terroristes. Il y a, cependant, peu de preuves pour étayer cela. En fait, les conditions idéales pour que des groupes terroristes fleurissent se trouvent au sein d'états pratiquant une sévère répression politique et religieuse, avec des économies croissantes, et un développement économique inégal. <sup>8</sup> De plus, ces états dont l'économie est en déclin (pauvres, et s'appauvrissant de plus en plus) sont les moins propices à servir de refuge aux organisations terroristes. En d'autres termes, les états à faible revenu avec des revenus nationaux bruts croissants ont environ quatre fois plus de chances de soutenir des organisations

terroristes que ceux dont les économies sont en déclin. Cela est tout particulièrement le cas lorsqu'une répartition de revenu inégale accompagne la croissance. Dans de telles circonstances, le fossé entre la vie que les populations vivent et celle qu'elles pourraient s'attendre à vivre apparaît clairement. Au fil du temps, cette privation relative conduit à une frustration croissante, créant les conditions idéales pour une exploitation terroriste. Ce point vaut la peine d'être souligné : les états pauvres avec des revenus nationaux croissants méritent d'être surveillés ; ceux dont les revenus nationaux baissent ne le requièrent pas.<sup>9</sup>

Dans le cas des états défaillants qui ont été exploités par des groupes terroristes, il y a un certain nombre de circonstances atténuantes à prendre en compte. L'Afghanistan illustre ce point lorsque l'on tient compte du fait que l'histoire contemporaine de l'Afghanistan n'est pas l'histoire banale d'un état défaillant qui choisit de servir de refuge à des terroristes. Il s'agit d'une histoire complexe impliquant deux grandes puissances qui, à travers l'intervention, l'indifférence, ou la combinaison des deux, ont participé à la ruine d'un pays et des relations qu'elles entretenaient avec lui. C'est ainsi que le gouvernement Taliban est arrivé au pouvoir et s'est rapproché de mauvaises personnes pour des raisons que nous pourrions ne jamais comprendre. D'autres états pourraient être tentés d'en faire autant. Mais le feront-ils ? Même si les états prospères tendent à en imiter d'autres, cela semble peu probable. L'Afghanistan est l'un des pays les plus pauvres du monde. Avec un PIB de 800 dollars par habitant, une espérance de vie de 42 ans, et un taux de mortalité de 250 pour 1000 naissances, il est l'exemple type de la défaillance. Pourquoi un état souhaiterait-il imiter l'Afghanistan ?

En outre, il est difficile d'imaginer comment l'AFRICOM ou toute autre organisation internationale aurait pu prévenir une telle défaillance. Les états, comme les entreprises, prospèrent et défont ; cela n'est pas surprenant. Cela ne veut pas dire que toutes les défaillances sont les mêmes. Même s'il est vrai que si certains états venaient à défaillir, ils poseraient de graves problèmes pour l'ordre

international, peu, à part l'Égypte, se trouvent en Afrique. Une Russie défaillante, du fait de sa taille et de ses ressources, vient tout de suite à l'esprit. Le Pakistan et la Corée du Nord poseraient également d'immenses problèmes. Cependant, ce qui caractérise ces états n'est pas leur propension particulière à la défaillance, mais leurs armes nucléaires qui sont plus que capables de perturber la répartition des capacités matérielles à travers le monde. Dans ces exemples, les États-Unis, en tant que leader d'une coalition, pourraient avoir à intervenir pour sécuriser les matériaux et armes nucléaires, même si cela devait mener à l'effondrement des gouvernements, ce qui est une autre façon de dire que la communauté internationale doit prendre la contre-prolifération au sérieux. Il s'agit d'un petit point, mais les implications sont énormes. Certains états posent des problèmes substantiels pour l'ordre international, d'autres non.

#### *L'ordre international et le terrorisme*

Le terrorisme est considéré comme la deuxième menace pour l'ordre international. Les terroristes pensent d'une façon stratégique, comme en témoigne le fait qu'ils jouent leur jeu mortel pour gagner sur le long terme. Ils offrent une lueur d'espoir aux délaissés et aux démunis, tout en essayant d'obliger les états à répondre à leurs demandes. Ils vivent également dans le secret, ce qui est une autre raison pour laquelle ils sont si problématiques. Personne ne peut leur faire confiance, pas même ceux qui les cachent et les soutiennent. Pour faire court, les terroristes posent des problèmes stratégiques aux états, mais le terrorisme n'a jamais perturbé l'ordre international de façon significative. A partir de cette perspective, le terrorisme est un problème de sécurité nationale, non international, comme le terme *sécurité intérieure* (*homeland security*) le suggère.

Cependant, lorsque l'on pense au problème du terrorisme, il est monnaie courante d'exagérer son importance en minimisant le problème traditionnel des états, à savoir, la guerre. Au cours des 200 dernières années, la guerre a

décimé des empires, dévasté des pays, et fait des millions de victimes, alors que le terrorisme, outre sa nature horrible, a fait beaucoup moins de victimes. En guise de comparaison, le terrorisme international a fait 625 victimes en 2003 ; 35 étaient américaines. Ce chiffre est inférieur aux 725 victimes recensées en 2002. Comme le montrent ces chiffres, le terrorisme est l'arme des faibles, et même si les terroristes ont une incroyable volonté, ils n'exercent pas un pouvoir incroyable.

L'objectif n'est pas de minimiser l'importance de dissuader les actes de terrorisme ou d'empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive. Cependant, si les terroristes devaient un jour avoir accès à des armes de destruction massive, ils les acquerraient, en toute vraisemblance, auprès d'hommes ou de femmes vivant dans des états. Les états restent les acteurs les plus importants de la vie internationale car ils monopolisent la puissance la plus destructrice au monde. La façon dont les hommes d'état choisissent d'utiliser cette puissance pour venir à bout du terrorisme est encore un autre problème important auquel ils sont confrontés.

Il est monnaie courante de suggérer que le terrorisme ne peut pas être dissuadé, mais un consensus croissant émerge autour de la notion que, en fait, il peut l'être. Mais qu'en est-il de l'intervention – existe-t-il un signe suggérant qu'elle peut résoudre le problème du terrorisme ? Au contraire, il semble y avoir une relation positive entre le terrorisme et l'intervention. En effet, lorsque l'intervention augmente, les incidents terroristes en font autant. Dès 1997, le *Defense Science Board* notait une corrélation entre ce qu'il appelait une « politique étrangère américaine activiste » et les attaques terroristes perpétrées contre les États-Unis. Dix années plus tard, cela est devenu plus clair avec un accroissement d'attentats suicides dans des endroits où il n'y en avait jamais eu auparavant. Avant l'intervention américaine, il n'y avait aucune mention d'attentats suicides en Irak. En 2003, ils étaient estimés à 25 attaques. En 2004, ce chiffre est passé à 140, et en 2005 il a gonflé pour atteindre le chiffre de 478, faisant un nombre incalculable de victimes. Fin 2005, il y a eu environ

200 attaques et dans l'année qui suivit, ce chiffre a encore augmenté de 50 pour cent pour atteindre presque 300 attaques.

Le fait que l'intervention suscite le terrorisme est une surprise, et il est trop tôt pour conclure qu'il y a une relation de cause à effet. Néanmoins, alors qu'il est nécessaire d'approfondir la recherche dans ce domaine, un analyste a démontré de quelle façon le terrorisme peut être perçu comme une réaction à la présence de forces d'occupation. Plus particulièrement, il a été utilisé avec succès pour contraindre des démocraties à retirer leurs forces de territoires que les terroristes revendiquaient comme leur patrie. A cet égard, l'attentat suicide semble être une stratégie punitive efficace, et l'intervention, avec sa présence physique au sol, apporte simplement davantage de cibles aux terroristes. Il est cependant important de souligner que même dans les cas où le terrorisme s'est avéré efficace, il a affecté l'ordre politique local, pas l'ordre politique international.

#### *L'ordre international et le génocide*

Depuis 1945, la communauté internationale a juré de mettre fin au génocide, mais comme en témoigne le Cambodge, le Rwanda et le Darfour, la communauté internationale est terriblement lente à agir contre les états qui en sont coupables. C'est aussi vrai aujourd'hui que cela l'était lorsque l'Allemagne d'Hitler a lancé une attaque totale contre les juifs d'Europe. À cet égard, l'Holocauste reste un test difficile pour tous les arguments concernant le génocide, tout particulièrement pour l'idée suggérant que l'intervention peut en venir à bout.<sup>10</sup>

Raul Hilberg a identifié cela et a écrit sur le sujet, d'une façon particulière, dans son épais compte-rendu sur l'extermination des Juifs d'Europe. Comme il l'a remarqué, « La mission consistant à exterminer les Juifs a constitué un test suprême pour la bureaucratie allemande », et les technocrates ont résolu ce problème en passant le test.<sup>11</sup> L'interprétation d'Hilberg, méticuleusement détaillée et majestueusement étendue, contraint les lecteurs à faire face aux auteurs. Ce qui les rend

si dérangeants ne se situe pas dans leur nature extraordinaire, mais dans leur nature ordinaire. Il a expliqué que « Nous ne parlons pas d'individus qui avaient leurs propres normes morales ». La nature morale des bureaucrates n'était « pas différente du reste de la population ». Alors comment expliquer l'opération d'extermination à grande échelle qui a abouti à la mort de plus de six millions de personnes ? « Les Allemands ont surmonté les obstacles administratifs et moraux pour mener une opération d'extermination ». <sup>12</sup> C'était dans leurs tripes, et l'intervention n'était pas suffisante face à une telle férocité.

Avant tout cela, les allemands avaient construit une bureaucratie massive, avec un langage dont la signification, à tous les niveaux de l'autorité, déshumanisait les victimes et rationalisait l'extermination. Suggérer qu'une intervention aurait pu les arrêter semble peu crédible. Comment la force aurait-elle pu être utilisée pour détruire une structure bureaucratique qui existait non seulement dans l'esprit des participants, mais également dans leurs tripes ? Dans ce cas, il semblerait que l'intervention n'aurait pas pu faire grand chose pour mettre fin au massacre. Elle aurait pu interrompre les choses momentanément, mais le génocide étant dans les tripes des auteurs, le génocide en Europe a pris fin à la suite de la guerre la plus brutale que nous ayons jamais vue.

Il est vital pour le monde civilisé de reconnaître le génocide, de le condamner et de condamner les auteurs à travers l'exécution du droit international, et à cet égard, de suggérer que l'intervention peut permettre que sa nature ne soit pas minimisée. Toute tentative visant à exterminer un groupe de personnes parce qu'elles sont différentes est un crime et devrait être punie en conséquence. Le crime est une forme d'agression, et face à l'agression, il n'y a ni paix ni droits. Les auteurs forcent des hommes, des femmes et des enfants à fuir ou à combattre pour leurs vies ce qui, d'un point de vue légal, positionne le génocide dans le domaine de la guerre. Le génocide pourrait être la faille fatale de la civilisation non parce qu'il dérange la base matérielle de l'ordre international, mais parce

que le fait qu'il existe ridiculise la communauté internationale. Les décideurs politiques feraient bien de comprendre que pour débarasser le monde du génocide, les états doivent être prêts à faire la guerre car c'est la seule façon de l'arrêter une fois qu'il a commencé.

## Un monde sans intervention

Supposez qu'à la suite d'un cataclysme, toutes nos connaissances scientifiques en matière de politique internationale soient perdues, sauf une seule phrase à transmettre à la prochaine génération. Que serait-elle ? Ce serait la suivante : *Les états, peu importe leur composition interne, leurs objectifs, ou leurs aspirations, poursuivent les intérêts qu'ils jugent être les meilleurs.* Dans la poursuite des intérêts, les hommes d'état habiles comprennent les différences importantes entre les facteurs internationaux et nationaux, tout particulièrement quand il s'agit d'établir ou de maintenir l'ordre international. En politique internationale, ce ne sont pas les facteurs nationaux qui façonnent et contraignent le comportement des états, mais les facteurs matériels et les forces historiques. Les interventionnistes qui ont cherché à remodeler la politique internationale en se mêlant de la politique intérieure de pays aussi divers que le Guatemala, l'Iran, Cuba et le Vietnam sont passés à côté de cela. Pourquoi ? Les interventionnistes n'ont pas su voir les grandes, bien que tragiques, continuités de la vie internationale, qui est une vie composée d'inégalités, de conflits, et occasionnellement, de guerres. Au lieu de cela, ils ont minimisé la réalité, essayé de la transformer, ou les deux à la fois, en choisissant d'ignorer ces difficiles, et pourtant réelles, préoccupations. L'intervention en Irak, qui a été présentée comme une intervention qui permettrait de refaçonner non seulement la politique de ce pays, mais également celle du Moyen-Orient et donc celle du monde, n'y est pas parvenue. Pour ces raisons, les décideurs politiques feraient bien d'accepter la réalité et d'éviter l'intervention. Que cela pourrait-il signifier en matière de politique ?

S'éloigner d'une politique étrangère interventionniste permettrait aux décideurs politiques de se concentrer sur des problèmes sécuritaires qui ont été négligés ces dernières années. Les états défaillants, le terrorisme et le génocide sont de sérieux problèmes dignes d'attention, mais ils n'ont jamais perturbé l'ordre international ni constitué une menace sérieuse susceptible de le perturber dans l'avenir immédiat.<sup>13</sup> En revanche, les armes nucléaires constituent une telle menace, et la récente décision des États-Unis de s'intéresser à son arsenal et à sa position nucléaire reflète un consensus croissant démontrant qu'il y a des choses bien plus importantes que l'intervention.

De même, les décideurs politiques feraient bien de faire attention à la nature changeante de l'économie politique internationale pour

évaluer la façon dont l'économie américaine pourrait se positionner dans le nouveau monde des gagnants et des perdants. Une structure de force abordable, équilibrée, et capable de dissuader et de contraindre serait plus utile à long terme qu'une structure de force préparée à la contre-insurrection. Enfin, en reconnaissant les limites de l'intervention, un sens renouvelé de l'humilité pourrait être insufflé dans les discours sécuritaires. Une sécurité parfaite ne pourra jamais être atteinte mais, s'ils ne sont pas prudents, les états peuvent gaspiller leur puissance à essayer de l'atteindre. Kennan avait bien compris cela : la gouvernance des peuples lointains n'est pas « notre fort ». Retirons-la du menu pour les années à venir. □

#### Notes

1. George Kennan, *American Diplomacy* (Chicago : Presse de l'université de Chicago, 1984), 19.

2. Les États-Unis peuvent se permettre de dépenser plus que la plupart et de prendre plus de risques que les autres du fait de leur relative puissance. Cependant, plus un état utilise sa force, plus elle s'affaiblit.

3. Les priorités du nouveau budget du secrétaire à la Défense, Robert Gates, reflètent clairement cette idée.

4. Thomas P.M. Barnett, *The Pentagon's New Map: War and Peace in the Twenty-First Century* (New-York: G.P. Putnam's Sons, 2004), 298.

5. Nations Unies, « Liste des états membres », <http://www.un.org/members/growth.shtml>.

6. Fund for Peace : Une organisation à but non lucratif œuvrant pour la recherche et l'éducation, *2008 Failed States Index*, <http://www.fundforpeace.org/web/>.

7. Banque mondiale, *2007 World Development Report – Gross Domestic Product*, <http://econ.worldbank.org>.

8. Dans une analyse détaillée des facteurs politiques, religieux et économiques les plus répandus dans les états affiliés à des orga-

nisations terroristes, il a été établi que la convergence d'une politique répressive, d'une population religieuse homogène, et d'une économie croissante, bien qu'inégale, produisait des conditions plus favorables pour les organisations terroristes.

9. B.C. Saltzman, *Liberty and Justice for All: The Democracy Project and the Global War on Terrorism*, thèse de maîtrise, School of Advanced Air and Space Studies – SAASS, Université de l'Air, 2005.

10. Certaines des réflexions les plus créatives concernant l'utilisation de la force et le génocide proviennent du travail du Dr. Douglas C. Peifer. Voir *Stopping Mass Killings in Africa* (Base aérienne de Maxwell, Alabama: Air University Press, 2008), pour une discussion intéressante sur la puissance aérienne et le génocide. Même si j'adhère à l'esprit et à l'intention de sa recherche, je reste sceptique quant à sa mise en application.

11. Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews* (New-York: Franklin Watts, 1961).

12. Ibid., 205.

13. Les exceptions évidentes étant une guerre visant à mettre fin à un génocide ou un terroriste avec des armes de destruction massive, comme précédemment formulé.

Visitez notre site web

[http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj\\_f/Index\\_F.asp](http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp)